

_{Le} Quotidien

Statistique Canada

Le mardi 4 septembre 2007

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

| 4 |
|---|
| 4 |
| |
| 3 |
| 2 |
| |

Enquête sur la sécurité financière, Fichier de microdonnées à grande diffusion 2005

Le fichier de microdonnées à grande diffusion de l'Enquête sur la sécurité financière (ESF) de 2005 est maintenant disponible.

L'ESF de 2005 brosse un portrait détaillé de la valeur nette des Canadiens. Cela permet de mieux comprendre la répartition de la richesse, jusqu'à quel point elle est concentrée, la forme qu'elle prend et son évolution dans le temps compte tenu du vieillissement de la population et de la dynamique de l'économie.

Le fichier de microdonnées transversales à grande diffusion est un recueil de variables ayant trait au revenu, aux dépenses, aux avoirs, aux dettes et au patrimoine des familles canadiennes. Ce fichier comprend des données recueillies auprès de plus de 5 200 répondants résidant dans des ménages privés. La production de ce fichier comprend de nombreuses mesures de protection permettant d'empêcher l'identification de toute personne ou famille en particulier.

Le produit *L'Enquête sur la sécurité financière - fichier de microdonnées à grande diffusion* de 2005 (13M0006XCB, 1 000 \$) est offert sur CD-ROM, en plus de la documentation complète. Voir *Pour commander les produits.*

Les résultats de l'ESF de 2005 ont initialement été diffusés dans Le Quotidien du 7 décembre 2006.

Le rapport portant sur les concepts, les méthodes et la qualité des données du présent communiqué, intitulé «Enquête sur la sécurité financière de 2005 : guide de l'utilisateur pour le fichier de microdonnées à grande diffusion», qui fait partie de la série *Documents de recherche sur les pensions et le patrimoine* (13F0026MIF2007001, gratuite), est accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements au sujet des résultats de l'enquête et des produits et services connexes ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-7355 ou composez sans frais le 1-888-297-7355 (revenu@statcan.ca), Division de la statistique du revenu. Télécopieur : 613-951-3012.





Étude : L'emploi et les femmes dans l'administration publique centrale 2006

La présente étude est la deuxième d'une série visant à cerner comment a évolué depuis les 11 dernières années l'administration publique centrale (APC), laquelle englobe environ 178 000 fonctionnaires fédéraux dont l'employeur est le Conseil du Trésor.

Les fonctionnaires fédéraux de l'APC représentaient 46,7 % de l'effectif du gouvernement fédéral en 2006.

Selon la première étude publiée dans *Le Quotidien* du 5 mars 2007, la fonction publique fédérale dans son ensemble était plus modeste en 2006 qu'elle ne l'était 11 ans plus tôt. La composition de l'APC s'est aussi adaptée à notre époque.

La présente étude fait état des tendances de l'emploi des femmes dans l'administration publique centrale globalement et selon un regroupement de professions.

On y découvre que dans l'APC, les femmes sont maintenant plus nombreuses que les hommes aussi bien dans les emplois axés sur le savoir que dans les emplois moins axés sur le savoir. (Les travailleurs du savoir englobent, entre autres, ceux des groupes scientifiques et professionnels et des systèmes informatiques, alors que les groupes professionnels faisant moins appel au savoir englobent le personnel technique, opérationnel et affecté au soutien administratif.)

En 2006, environ 102 700 fonctionnaires de l'APC occupaient des emplois axés sur le savoir, soit quelque 25 400 de plus que les 77 300 dénombrés en 1995.

Le nombre de femmes occupant des postes axés sur le savoir au sein de l'APC a augmenté de façon constante de 1995 à 2006, tandis que le nombre d'hommes a d'abord diminué, puis rebondi par la suite.

En 1995, les femmes représentaient seulement 43,6 % des travailleurs du savoir. En 2006, elles devenaient majoritaires, ayant constitué 55,9 % de l'effectif.

Le nombre de travailleurs occupant des postes moins axés sur le savoir – hommes et femmes – a diminué pendant cette période. Cependant, en raison de la baisse marquée chez les hommes, le nombre de femmes a dépassé le nombre d'hommes en 1998.

L'augmentation du nombre de femmes dans les professions axées sur le savoir peut en grande partie être attribuable à la forte croissance de l'emploi des femmes dans le groupe des programmes et de l'administration.

En 2006, le groupe comptait près de 29 000 femmes, soit environ 11 000 de plus qu'en 1995, ce qui représente une augmentation de 61,1 %. Par contre, le nombre d'hommes est passé de 13 800 en 1995 à un peu plus de 11 000 en 2006, ce qui constitue un recul de 20,3 %. En 2006, les femmes représentaient 72,5 % des employés de ce groupe, comparativement à 56,4 % en 1995.

Dans tous les groupes professionnels axés sur le savoir, le nombre de femmes a augmenté, et dans les groupes des systèmes informatiques et de la direction, celui-ci a plus que doublé de 1995 à 2006.

Le groupe de la direction a affiché la plus forte hausse de la proportion de femmes dans les emplois axés sur le savoir de 1995 à 2006. En 1995, les femmes formaient environ 19,4 % de l'effectif. En 2006, la proportion avait doublé pour atteindre 38,8 %, mais le groupe était encore celui où les femmes étaient le plus faiblement représentées.

Le nombre de femmes dans le groupe scientifique et professionnel a presque doublé. En outre, les femmes de ce groupe professionnel étaient les plus jeunes en 2006, tous groupes professionnels confondus, seulement 38,5 % d'entre elles avaient 45 ans et plus.

Ces changements s'expliquent entre autres par l'évolution technologique de l'environnement de travail, laquelle a eu des répercussions sur l'administration fédérale, et par des taux de participation des femmes au marché du travail de plus en plus élevés.

Pour obtenir une description plus détaillée de la définition de l'emploi dans le secteur public et de la façon dont on fait le rapprochement entre les présentes données et celles qui proviennent d'autres sources d'information, consultez le document intitulé Réconciliation des estimations de l'emploi du secteur public provenant de différentes sources d'information en cliquant sur le lien suivant : 1713.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 1713.

L'article analytique intitulé «L'emploi et les femmes dans l'administration publique centrale (fédérale)», qui fait partie de la série *Analyse en bref* (11-621-MWF2007061, gratuite), est maintenant offert à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Peter Elliott au 613-951-4551, Division des institutions publiques.

Investissement en construction résidentielle

Deuxième trimestre de 2007

L'investissement en construction résidentielle a enregistré un nouveau sommet au deuxième trimestre de 2007, qui a atteint 22,8 milliards de dollars, en hausse de 7,0 % comparativement au même trimestre en 2006. L'augmentation de la valeur à la fois des rénovations et des logements neufs a fortement contribué à cette croissance. Les coûts d'acquisition ont augmenté également, mais de façon modérée.

En comparaison du deuxième trimestre de 2006, l'investissement dans les nouveaux logements a progressé de 6,1 % et a atteint 11,0 milliards de dollars. L'investissement dans les logements unifamiliaux, qui s'est élevé à 6,8 milliards de dollars, a augmenté de 3,8 % et a le plus contribué (en dollars) à l'augmentation globale. La construction d'appartements ou de logements en copropriété s'est accrue de 9,1 % et s'est élevée à 2,5 milliards de dollars. L'investissement dans les habitations jumelées et en rangée a aussi beaucoup augmenté, ayant enregistré des progressions respectives de 19,8 % et de 9,3 %.

La croissance de l'investissement dans les logements unifamiliaux ainsi que dans les appartements ou les logements en copropriété est attribuable à la forte augmentation des coûts pour les nouveaux logements par rapport au deuxième trimestre de 2006.

En dollars constants, l'investissement dans de nouveaux logements n'a augmenté que pour les logements jumelés (+6,9 %), alors qu'il a diminué pour les logements unifamiliaux (-7,2 %), les appartements ou les logements en copropriété (-1,4 %) ainsi que les logements en rangée (-1,6 %).

Le secteur de l'habitation est soutenu par le dynamisme de l'économie de l'ouest du Canada, les taux hypothécaires encore intéressants, les possibilités attrayantes de financement, la vigueur de l'emploi et la croissance du revenu disponible. La forte immigration ayant une répartition encore plus égale dans l'ensemble du pays et la migration interprovinciale ont également joué un rôle bénéfique. La hausse des coûts de l'habitation a beaucoup contribué à l'augmentation des chiffres d'investissement, mais elle aurait eu tendance à limiter la demande.

Les dépenses en rénovations ont crû de 9,1 % et ont atteint un niveau trimestriel record se situant à 9,9 milliards de dollars, ce qui représente 43,5 % de tout l'investissement dans la construction résidentielle.

Les coûts d'acquisition ont augmenté de 2,2 % et ont atteint 1,9 milliard de dollars.

La plus importante hausse (en dollars) s'est produite au Québec, où la forte augmentation des rénovations a été accompagnée d'une vigoureuse croissance des nouvelles constructions de sorte que les dépenses ont augmenté de 11,5 % pour atteindre 5,8 milliards de dollars. Malgré l'augmentation marquée des rénovations en Ontario, cet investissement a diminué légèrement de 1,1 % pour se fixer à 7,5 milliards de dollars.

Le dynamisme dans les quatre provinces de l'Ouest a représenté environ les deux tiers de l'accroissement de l'investissement dans la construction résidentielle. En Alberta, la construction de nouveaux logements a fait croître les investissements de 16,9 % par rapport au même trimestre en 2006, lesquels se sont situés à 3,6 milliards de dollars.

Les fortes dépenses en rénovations expliquent principalement la croissance de l'investissement en Colombie-Britannique (+8,0 % pour se fixer à 3,6 milliards de dollars), et la forte augmentation en Saskatchewan (+28,3 % pour atteindre 479 millions de dollars) est attribuable à une poussée des nouvelles constructions.

Nota: L'investissement en construction résidentielle se divise en trois composantes principales. La première est la construction résidentielle neuve, qui comprend les logements unifamiliaux, les maisons iumelées, les maisons en rangée et les appartements, les chalets, les maisons mobiles et les unités additionnelles de logements créées à partir d'anciens immeubles non résidentiels ou d'autres types d'immeubles résidentiels (transformations). Les rénovations forment la deuxième composante de l'investissement en construction résidentielle. Cette composante est constituée des améliorations et des modifications apportées à des logements existants. La troisième composante fait référence aux coûts d'acquisition, qui désignent la valeur des services liés à la vente de logements neufs. Ces coûts comprennent la taxe de vente, les frais de développement de terrain et les services, ainsi que les frais d'étude de dossier pour fins d'assurance hypothécaire et la prime s'y rattachant.

L'exclusion des coûts de transferts de propriété du total de l'investissement présenté dans le présent communiqué et dans le tableau CANSIM 026-0013 fait en sorte que les chiffres diffèrent de ceux publiés dans les comptes économiques nationaux (tableau CANSIM 380-0010).

Données stockées dans CANSIM: tableau 026-0013.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5016.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au 613-951-2025 (bdp_information@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.

Investissement en construction résidentielle

| Provinces et territoires | Deuxième | Deuxième | Deuxième |
|---------------------------|------------------------|-----------|----------------|
| | trimestre | trimestre | trimestre |
| | de 2006 | de 2007 | de 2006 |
| | | | au |
| | | | deuxième |
| | | | trimestre |
| | | | de 2007 |
| | en millions de dollars | | variation en % |
| Canada | 21 329,3 | 22 832,9 | 7,0 |
| Terre-Neuve-et-Labrador | 306,1 | 340,6 | 11,3 |
| Île-du-Prince-Édouard | 67,3 | 60,0 | -10,8 |
| Nouvelle-Écosse | 497,7 | 492,6 | -1,0 |
| Nouveau-Brunswick | 378,6 | 363,6 | -3,9 |
| Québec | 5 183,8 | 5 779,8 | 11,5 |
| Ontario | 7 574,9 | 7 489,3 | -1,1 |
| Manitoba | 452,0 | 514,2 | 13,7 |
| Saskatchewan | 373,3 | 479,0 | 28,3 |
| Alberta | 3 110,9 | 3 637,2 | 16,9 |
| Colombie-Britannique | 3 324,8 | 3 589,2 | 8,0 |
| Yukon | 33,1 | 28,0 | -15,4 |
| Territoires du Nord-Ouest | 19,7 | 17,8 | -9,7 |
| Nunavut | 7,2 | 41,5 | 477,2 |

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Charbon et coke

Juin 2007

Il est maintenant possible de consulter les données de juin sur le charbon et le coke.

Données stockées dans CANSIM: tableau 303-0016.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 2003 et 2147.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (energ@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie.

Énergie électrique

Juin 2007

Il est maintenant possible de consulter les données de juin sur l'énergie électrique.

Données stockées dans CANSIM: tableau 127-0001.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2151.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (energ@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie.

Nouveaux produits

Analyse en bref : «L'emploi et les femmes dans l'administration publique centrale

(fédérale)». 1995 à 2006. nº 61

Numéro au catalogue : 11-621-MWF2007061 (gratuit).

Documents de recherche sur les pensions et le patrimoine : «Enquête sur la sécurité financière de 2005 : guide de l'utilisateur pour le fichier de microdonnées à grande diffusion», 2005, n° 1 Numéro au catalogue : 13F0026MIF2007001 (gratuit).

Enquête sur la sécurité financière - Microdonnées à grande diffusion, 2005

Numéro au catalogue: 13M0006XCB (1 000 \$).

Acier, produits tubulaires et fil d'acier, juin 2007, vol. 3, n° 6

Numéro au catalogue : 41-019-XWF (gratuit).

Balance des paiements internationaux du Canada, vol. 55. nº 2

Numéro au catalogue : 67-001-XWF (gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

Le titre
 Le numéro au catalogue
 Le numéro de l'édition
 Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : 1-800-267-6677
Pour les autres pays, composez le : 1-613-951-2800
Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le : 1-877-287-4369

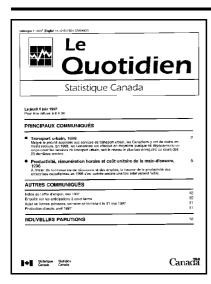
Pour un changement d'adresse ou pour connaître

l'état de votre compte, composez le : 1-877-591-6963

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada/Publications. Au Canada, ajoutez 6 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page Nos produits et services, sous Parcourir les publications Internet, choisissez Payantes.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications et des services de bibliothèque, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse *http://www.statcan.ca.* Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à *listproc@statcan.ca.* Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2007. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.